

Point de vue

De nouvelles pistes pour revitaliser la démocratie, par Karine Van den Straeten

LEMONDE.FR | 11.03.10 | 10h22

Près d'un Français sur deux en âge de voter ne s'est pas rendu aux urnes lors des dernières élections législatives ou régionales. Les deux tiers n'ont pas participé aux européennes. Non inscrits ou abstentionnistes... jamais, depuis le début de la V^e République, les Français n'ont été si nombreux à se détourner de leur devoir d'électeur. Lors des élections régionales des 14 et 21 mars prochains, on voit mal pourquoi serait stoppé tout à coup ce mouvement de long terme de désaffection des Français vis-à-vis des urnes.

Faut-il conclure à une crise de la démocratie représentative ? Certainement pas. Dans les enquêtes d'opinion, les Français affichent un fort attachement aux principes démocratiques. Ainsi, ils sont par exemple plus de 90 % à considérer que la démocratie est supérieure à toute autre forme de gouvernement. Si l'adhésion à la démocratie est extrêmement forte, ce sont ses modalités concrètes d'application qui posent problème. Le citoyen exige de peser davantage directement, et individuellement, sur les décisions politiques qui sont prises, plus uniquement par le vote, et sans passer nécessairement par les intermédiaires que sont les partis politiques – dans lesquels il dit de moins en moins se reconnaître.

Cette demande d'une démocratie plus participative est aujourd'hui forte. Elle se traduit, sur le plan médiatique, par des émissions où les personnalités politiques sont placées face à de "vraies gens", supposées refléter les préoccupations concrètes des Français. Pour permettre aux citoyens de donner leur avis, des conseils de quartier ont également été créés dans les communes de plus de 80 000 habitants, mais ils ne sont pas satisfaisants en l'état. La participation spontanée y est très faible (moins de 1 % selon les estimations disponibles), et la parole souvent accaparée par les groupes les plus organisés. Autoriser les gens à parler ne suffit pas. Il ne suffit pas d'appartenir au monde des "vraies gens" pour avoir un avis informé et être capable de l'exprimer en public. Pour que la participation politique ne soit pas que théâtre, un apprentissage est nécessaire. Des solutions sont à inventer.

Un exemple de telles solutions est fourni par des expériences menées en Espagne, en Allemagne et au Canada. Des jurys de citoyens, tirés au sort, sont invités à se prononcer sur une question précise. Ils reçoivent pendant plusieurs jours des informations sur le dossier qui leur est soumis, puis débattent. Ils rendent enfin un avis, sous forme d'un rapport rendu public. Les élus doivent y répondre, et justifier leurs décisions. En Allemagne, des centaines de jurys ont été ainsi mobilisés depuis une trentaine d'années pour répondre à des questions de gestion locale (relatives aux transports, à la gestion des déchets, à l'animation culturelle ou aux loisirs...).

Un exemple récent montre que ces procédures peuvent être utilisées à un échelon moins local. En novembre dernier, le directeur général des élections du Québec a annoncé la tenue d'un jury de citoyens invité à répondre à la question suivante : *"Faut-il ouvrir le financement des partis politiques aux contributions des compagnies ou de tout autre regroupement : oui ou non ? Si oui, à quelles conditions ? Si non, faudrait-il modifier les règles existantes ?"* Douze citoyens québécois ont été sélectionnés, parmi 3 400 tirés au sort, afin d'avoir un échantillon représentatif de la population. Mi-janvier, ils se sont réunis pour écouter une douzaine d'experts, acteurs du financement politique et observateurs, et leur poser des questions. Deux semaines plus tard, ils ont délibéré pendant deux jours, et rendu leur verdict. Celui-ci, négatif, et accompagné d'une série de recommandations, a été salué par le directeur général des élections, qui a annoncé qu'il le suivrait largement lors de la consultation publique à venir sur le projet de loi.

Des solutions existent donc pour permettre aux citoyens de réellement prendre la parole. A plus long terme, il faut également favoriser l'apprentissage du débat. A la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, on a appris à lire et à écrire aux jeunes Français, avec l'idée que cette instruction de base était nécessaire à l'enracinement de la

République. La démocratie représentative est devenue la norme. Aujourd'hui, il s'agit d'apprendre aux nouvelles générations à s'exprimer et à débattre, pour que des procédures participatives efficaces puissent fonctionner.

Vaste programme pour l'éducation nationale et pour les institutions politiques. Un programme urgent en cette période de crise : selon un sondage réalisé en mai 2009, 58 % des Français jugent probable ou certaine une augmentation de l'extrémisme dans leur pays dans les trois prochaines années. Ils sont 66 % à juger probable ou certain l'éclatement d'émeutes consécutives à la crise.

Karine Van den Straeten est chercheuse à l'Ecole d'économie de Toulouse